

référence... La bibliographie est très bien informée, discutée ou utilisée avec discernement ; les notes apportent des éléments supplémentaires et ne sont pas simplement des références ; les textes latins et grecs sont traduits sous le texte (on appréciera ce choix des normes Ausonius, naguère plus sévères), dans de bonnes traductions personnelles. Enfin, la qualité typographique proche de la perfection, l'art des transitions, la netteté du style et la clarté des conclusions en cours de cheminement contribuent à faire de ce livre un plaisir autant qu'une nécessité.

Isabelle COGITORE

Saskia T. ROSELAAR, *Public Land in the Roman Republic. A Social and Economic History of ager publicus in Italy, 396-89 BC*. Oxford, University Press, 2010. 1 vol. 16 x 24 cm, X-360 p., 23 fig. (OXFORD STUDIES IN ROMAN SOCIETY AND LAW). Prix : 75 £. ISBN 978-0-19-957723-1.

Peut-on encore espérer écrire quelque chose de neuf sur l'*ager publicus* et les lois agraires ? Deux siècles d'une historiographie on ne peut plus dense se sont intéressés à la propriété du sol sous la République et au rôle moteur de l'*ager publicus* et de ses modalités d'occupation et d'allotement, de la *lex Licinia* de 367 aux mesures gracchiennes de 133 et au remaniement de 111. Rome s'est bâti sur la conquête territoriale et la possession du sol conquis donne lieu dès le IV^e siècle à un cadre légal structurant la conversion des terres publiques en biens privés. Comme cela concerne l'Italie jusqu'à la guerre sociale, cela implique que la construction même de la République est intimement liée, y compris dans ses soubresauts les plus dramatiques, à la propriété du sol militairement conquis, à sa réaffectation, au problème général des terres. Les textes comme les documents sont peu nombreux, et l'écriture de l'histoire, souvent engagée aujourd'hui comme hier, de Caton, Cicéron ou Appien à Carcopino ou Nicolet. Saskia Roselaar, dans sa thèse défendue à Leyde en 2009, privilégie le point de vue économique et démographique dans un objectif plus large puisqu'il s'agit de donner « a comprehensive overview of the history of ager publicus in the Roman Republic ». Seule l'Italie est envisagée car l'auteur considère que les conquêtes hors de la Péninsule ne sont pas impliquées dans les mêmes processus de privatisation. On connaît les grandes questions : toute terre conquise entre-t-elle dans la *possessio* de la République ? quelles sont les modalités de la reconversion et leur évolution ? quelle est la définition juridique de la terre réattribuée ? l'allotement individuel est-il définitif ? que devient l'*ager arcifinius* ? quel rôle jouent les *agrimensores* ? quelle est la part de réattribution des terres conquises à leur ancien propriétaire ? Et plus largement, à qui profite la cession des biens fonciers ? L'accaparement de l'*ager publicus* par les riches, dans un contexte de croissance économique, démographique, et d'approvisionnement massif en main-d'œuvre servile, génère-t-il au II^e siècle la villa latifundiaire esclavagiste, l'aliénation progressive de toute une catégorie de petits agriculteurs propriétaires, et est-il responsable *in fine* de la crise agraire ? Les lois agraires des Gracques tendent en tout cas de limiter cette appropriation et fixe un processus de redistribution des parcelles récupérées ainsi que le caractère inaliénable de leur privatisation. Saskia Roselaar pose toutes les questions de manière très ouverte, même si elles ne sont pas toujours aussi originales qu'elle le laisse entendre, mais elle le fait avec le moins d'*a priori* possible. Ce qui se passe aux

III^e et II^e siècles est d'une grande limpidité militaire, une conquête « impérialiste » vigoureuse, qui a des conséquences immédiates et considérables : apport massif en terres, en main-d'œuvre servile, en butin et en prélèvements divers sur les populations conquises, l'ensemble générant une dynamique économique sans précédent, une urbanisation imposante et une démographie en croissance qui provoquent une demande considérable de produits agricoles, donc un investissement dans la productivité. La privatisation massive de l'*ager publicus* serait aussi une réponse à un besoin de productivité accrue. Mais qui ne profiterait qu'à ceux qui ont les moyens de répondre efficacement à une demande commerciale, et non à ceux qui travaillent en quasi-autarcie ou pour le petit marché local. Donc un enrichissement des riches et un appauvrissement et une aliénation des petits propriétaires. Apparemment en tout cas. Mais qui est responsable en définitive de la prolétarianisation dans les campagnes ? Et qui en définitive est prolétarianisé ? Il n'y a pas un scénario unique ni de réponse simple et l'intérêt du travail de Saskia Roselaar est de montrer la complexité du problème et d'éviter de prendre les causes pour les conséquences... et inversement. La valeur des biens fonciers a dû croître fortement et à défaut d'une rentabilisation par la productivité agricole sur de petits biens, la valeur vénale du bien a pu constituer un apport de capital intéressant pour le petit propriétaire-vendeur. Il n'y a pas que l'endettement en jeu. Saskia Roselaar met en avant aussi une certaine flexibilité dans l'utilisation de l'*ager publicus*, non seulement dans l'instrumentalisation qu'en fait le pouvoir dans les jeux d'alliance ou de « sécurisation » des traités avec les alliés, mais aussi dans la variété juridique des concessions, voire dans le respect d'anciennes propriétés, les *veteres possessores*. La réserve en terres d'*ager publicus* dans le Nord et le Sud de l'Italie a permis aux Gracques de résoudre momentanément la question immédiate de la crise agraire, mais l'expropriation de terres « alliées » a créé d'autres problèmes qui ne se résoudront pas pacifiquement. Il apparaît en tout cas bien clairement que la crise de 133 n'est pas un événement ponctuel. L'*ager publicus* cristallise tout un ensemble d'éléments politiques, militaires, sociaux, démographiques, économiques, que l'auteur analyse avec prudence et intelligence, sur la durée de la République. Il n'est qu'un élément de la crise agraire, mais des plus révélateurs. Georges RAEPSAET

Pier Luigi DALL'AGLIO e Guido ROSADA (a cura di), *Sistemi centuriali e opere di assetto agrario tra età romana e primo Medioevo. Aspetti metodologici, ricostruttivi e interpretativi*. Atti del Convegno. Borgoricco (Padova) - Lugo (Ravenna) 10-12 settembre 2009. Pise-Rome, Fabrizio Serra, 2010-2011. 2 vol. 18 x 24,5 cm, 345 p., ill. et 341 p., ill. (AGRI CENTURIATI, 6, 2009 ; 7, 2010). Prix : 225 € (1e vol.). ISBN 978-88-6227-405-0.

Après cinq années prometteuses, les *Agri Centuriati* « an International Journal of Landscape Archaeology » proposent un double numéro spécial. Il s'agit des Actes d'un imposant colloque qui s'est tenu à Borgoricco et à Ravenne en 2009 et qui avait pour objet un bilan relatif aux systèmes centuriés et plus largement aux procédés de fixation de l'assiette foncière. C'est une bonne idée. Pour beaucoup, la centuriation, ce sont de spectaculaires photographies aériennes ou extraits de cartes d'état-major montrant un paysage agraire structuré par une grille orthogonale toujours présente et